

Sur TikTok, les passeurs font miroiter l'Angleterre à des Albanais, qui s'entassent à Calais

Depuis le début de l'année, les Albanais sont particulièrement nombreux à tenter la traversée de la Manche pour rejoindre l'Angleterre, poussés par des réseaux de passeurs dont la propagande abreuve les réseaux sociaux. Une fois dans le nord de la France, beaucoup déchantent.

[Nejma Brahim](#)

30 septembre 2022 à 20h30

Grande-Synthe (Nord).— Ils font désormais partie du décor, souvent regroupés, debout et un téléphone à la main, dans l'attente du coup de fil qui pourrait changer leur vie. Devant le centre commercial de Grande-Synthe (Nord), mardi 20 septembre, quatre jeunes originaires du village de Kavaje, au centre-ouest de l'Albanie, errent comme des âmes en peine.

Ils ne se connaissaient pas avant d'arriver là, mais ils sont réunis autour d'un même projet. « *Quelqu'un doit nous appeler pour qu'on passe aujourd'hui* », glissent-ils alors que la matinée s'achève. Demain, ils seront peut-être de l'autre côté de la Manche. Le groupe s'éclate et s'évapore sans crier gare, soucieux de rester discret.

Dans les méandres de la galerie marchande, Mondy*, la mine déconfite, savoure le café qu'il boit en compagnie de Sokol, un autre Albanais, dans le brouhaha du centre commercial où les exilés vont et viennent, un chariot plein de baguettes de pain. Une doudoune verte sur le dos, le jeune homme, âgé de 23 ans, a les mains criblées de tatouages et les dents couleur charbon. « *Je suis mort, lâche Mondy. Je suis épuisé physiquement et moralement. Je ne comprends pas comment on en est arrivés là.* »



Un exilé dans l'attente d'un passage pour le Royaume-Uni, à Grande-Synthe. © Nejma Brahim / Mediapart.

Depuis le début de l'année, les jeunes Albanais se pressent dans le nord de la France pour tenter de rejoindre l'Angleterre par la mer à bord de canots pneumatiques. D'après les chiffres britanniques, qui comptabilisent déjà plus de 30 000 arrivées par bateau cette année, l'Albanie

arrive en tête des nationalités débarquant au Royaume-Uni sur le premier semestre 2022. Près de 2 160 Albanais sont ainsi passés outre-Manche entre janvier et juin, auxquels s'ajoutent quelque 1 500 de plus cet été. Un nombre quatre fois élevé qu'en 2021.

« *Avant, on rejoignait l'Europe de l'Ouest par camion en passant par l'Allemagne* », explique Mondy. Mais le renforcement des contrôles à la frontière séparant le nord de la France et le Royaume-Uni a poussé les migrant·es et les réseaux de passeurs à changer de stratégie. « *Maintenant, on traverse la mer. Ça revient à 4 000 livres par personne, c'est moins cher.* » Le jeune homme est le seul à « *porter* » sa famille – un père invalide, une mère au foyer – et dit devoir partir en Angleterre pour travailler.

Fuir les difficultés économiques

À ses côtés, Sokol laisse entrevoir un sac plastique noir posé à même le sol, contenant ce qu'il reste de sa vie. Le trentenaire, qui arbore une casquette rouge, un survêtement et des pantoufles rembourrées bleu marine, a choisi l'Angleterre car les salaires y sont plus élevés qu'ailleurs. Il entend « *se construire un avenir* » là-bas et refuse de rejoindre ses frères et sœurs exilé·es en Italie et en Grèce, où l'inflation se fait sentir.

Comment vivre avec 600 euros en Albanie, à l'heure où les prix s'envolent ? « *Je n'arrive pas à m'en sortir alors que j'ai un métier. C'est une catastrophe* », résume ce cuisinier de profession, qui se voit décrocher du travail dans la restauration à Londres ou Birmingham, et qui ne comprend pas pourquoi « *il faut souffrir autant juste pour aller en Angleterre* ». Ce mardi-là, lorsque nous rencontrons Mondy et Sokol, une importante évacuation a été réalisée par les autorités sur le lieu de vie des exilé·es. Une de plus. Depuis des années, déjà, le Calais et le Dunkerquois sont le théâtre d'une maltraitance institutionnelle qui ne dit pas son nom : une politique migratoire basée sur le non-accueil et la dissuasion, où se suivent des évacuations de campements qui précarisent encore davantage les exilé·es.

« *Ils ont dispersé tout le monde ce matin* », soulignent Anna et Amélie, coordinatrices de l'association Utopia 56 à Grande-Synthe, pour qui le nombre de personnes à survivre sur ce camp s'élève à 600. « *Peut-être 800*, juge Anna. *C'est toujours difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a beaucoup plus de monde que cet été, lorsque les départs s'enchaînaient.* »



Un groupe de migrants albanais à proximité du campement de Grande-Synthe, le 20 septembre 2022. © Nejma Brahim / Mediapart.

Pour y accéder, il faut suivre les silhouettes déambulant le long de la route départementale, traînant un caddie ou des enfants usés par l'exil, à toute heure du jour ou de la nuit. C'est ici, à quelques centaines de mètres du centre commercial et des arrêts de bus menant aux plages des

Gravelines ou de Leffrinckoucke (les deux principaux lieux de passage), que des centaines de personnes se sont établies.

En contrebas d'un pont et au bout d'une voie de chemin de fer, à 13 heures, une cinquantaine d'exilés s'agglutinent devant le camion de la Croix-Rouge, association mandatée par l'État pour distribuer des repas à l'entrée du camp, tandis que d'autres, dont des femmes et des enfants, viennent se ravitailler en eau, un bidon à la main.

Mondi et Sokol vivent non loin de là, derrière l'un des nombreux buissons où les migrant-es albanais-es se sont frayé une place au milieu de la communauté kurde irakienne ou afghane. *« Il y a des tensions entre les Kurdes et nous, soupire Sokol. Ils pensent qu'on veut leur voler leur business, parce que, pendant longtemps, il n'y avait qu'eux ici. »*

Depuis des années, en effet, les réseaux de passeurs dans le nord de la France sont dans la majeure partie du temps tenus par des Kurdes irakiens, qui bénéficient de filières d'approvisionnement à l'étranger. Une filière irako-kurde a justement été démantelée dans le nord de la France, a annoncé l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière (Ocrist) le 22 septembre.

Elle aurait organisé 80 traversées dans la Manche depuis l'été. Malgré l'arrivée des migrant-es albanais-es, les Irako-Kurdes restent encore aujourd'hui à la tête de ces réseaux. Mais l'Ocrist craint que les Albanais ne *« montent eux-mêmes leur propre filière »*, ce qui serait source de conflits.

La plupart des migrants retrouvés sur des small boats sont albanais.

Xavier Delrieu, chef de l'Ocrist

Xavier Delrieu, patron de l'office, dit surveiller le phénomène de près. Il parle d'un *« afflux massif »* des Albanais et Albanaises, expliqué entre autres par la fin des restrictions de circulation liées au Covid-19, mais aussi par un *« contexte compliqué »* au niveau économique et politique en Albanie.

« Beaucoup d'Albanais veulent émigrer en Europe en ce moment. Ils arrivent en France sans visa, avec un passeport biométrique et des justificatifs touristiques. Une fois chez nous, ils ne repartent pas : soit ils intègrent la communauté albanaise basée en Rhône-Alpes, dans le Grand Est ou en Paca, soit ils transitent vers la Grande-Bretagne, pour partie via des filières. »



Des gilets de sauvetage échoués sur la plage des Gravelines, près de Grande-Synthe. © Nejma Brahim / Mediapart.

Depuis le printemps dernier, « *la plupart des migrants retrouvés sur des small boats sont albanais* », selon le patron de l'Ocriest. « *Sans doute parce qu'ils paient plus cher que les autres, entre 3 000 et 4 500 euros le passage, soit 1 000 euros de plus que la moyenne. La traversée par bateau coûte moins cher qu'en camion et a un taux de réussite plus important.* » Un tarif qui « *garantit* » le passage, peu importe le nombre de tentatives.

À l'intérieur du camp, six jeunes hommes, originaires de Tirana (la capitale albanaise) ou de Shkoder (au nord) tuent le temps. « *On peut recevoir un coup de fil à tout instant pour nous dire de venir à tel endroit* », relatent ceux qui ont quelques semaines d'expérience en France. « *Ceux qui se font arrêter sont emmenés au poste, complète l'un d'eux. On prend ses empreintes, il passe au tribunal et peut être envoyé en prison [centre de rétention administrative ou CRA – ndlr].* »

Mondi en a d'ailleurs fait les frais, quelques jours plus tôt, lorsque l'embarcation qui le transportait, pleine de 63 personnes, a eu une panne de moteur. « *Il ne nous restait que deux kilomètres pour atteindre les eaux anglaises. On était si nombreux que le bateau n'arrivait plus à avancer. Le moteur nous a lâchés, on a appelé les secours français et anglais mais personne ne répondait.* » Le canot pneumatique serait resté à la dérive durant des heures avant d'être secouru.

Derrière la com' des passeurs sur les réseaux sociaux, la grande désillusion

Mondi extirpe un document de son sac à dos, puis raconte comment, en quelques heures, il a été placé en CRA en Essonne, puis convoqué par le juge des libertés, qui a décidé de sa libération. La mésaventure ne l'a pas découragé pour autant : le voilà de retour dans le Dunkerquois.

« *On m'avait dit que ce serait facile de passer*, réagit Sokol, plongeant son regard bleu dans le vide. *Si on me demande demain si ça vaut le coup d'aller en Angleterre, je répondrai non.* » Il admet s'être laissé convaincre, comme beaucoup d'autres, par les vidéos enchanteresses montrant des visages tout sourires à bord de zodiacs non surchargés, traversant la Manche au petit matin, sur des eaux calmes et bercées par une musique d'ambiance.



Une vidéo partagée par des passeurs sur TikTok montre des Albanais traverser la Manche. © DR.

« *Il y a tous les jours des passages. Ne vous faites pas avoir par des gens qui vous laissent traîner pendant des semaines en France. Le passage se fait en un jour. Dépêchez-vous, avec le meilleur prix. Un sacrifice pour une vie meilleure* », peut-on lire en albanais sur une vidéo TikTok datant de septembre, partagée par un compte dont le nom évoque le passage de la France vers l'Angleterre.

Ce type de contenu a inondé les réseaux sociaux, au cours des derniers mois pour inciter les candidats au départ à tenter leur chance en Angleterre. *« J'ai vu énormément de vidéos avant de partir, poursuit Sokol, levant les sourcils au ciel pour marquer sa déconvenue. Si j'avais su que ce serait si difficile, je ne serais jamais parti. Ça fait deux semaines que je dors dans les bois. On n'est pas dans un pays en guerre pour vivre dans de telles conditions. »*

L'Ocriest dit aussi avoir constaté cet essor des réseaux sociaux chez les passeurs, mais nuance : *« Depuis un an ou deux, ils utilisent beaucoup Telegram, Facebook et TikTok, mais ce n'est pas plus le cas pour les Albanais que pour les autres. Si les réseaux sociaux ont sans doute contribué à la démocratisation des passages des Albanais en small boat, c'est en plus d'autres facteurs, comme le bouche à oreille. Les premiers Albanais ont réussi à passer et ont dit aux autres que ça marchait »,* précise Xavier Delrieu.

Depuis le début de l'année, sur les 636 Albanais placés à Coquelles, 500 ont été éloignés. Guillaume Landry, directeur du service d'aide aux étrangers retenus de FTDA

Pour répondre au phénomène, et parce qu'ils sont plus facilement *« expulsables »*, les Albanais sont davantage sujets à des contrôles. *« Ils ont le droit de circuler librement en France, sauf dans le Nord, où ils doivent justifier d'une carte de résident française, d'une réservation à l'hôtel ou d'un billet retour pour l'Albanie »,* confie un agent de police rencontré à Grande-Synthe.

Au CRA de Coquelles, situé tout près de Calais, le public albanais n'est pas nouveau, selon France terre d'asile (FTDA), association présente sur place. Mais ils représentaient 50,9 % des personnes retenues en 2021, contre 35 % en 2017. L'Albanie est aussi le pays vers lequel la France éloigne le plus depuis les CRA de France (40 %).

« Depuis le début de l'année, sur les 636 Albanais placés à Coquelles, 500 ont été éloignés. 44 ont été transférés vers d'autres CRA et 56 ont été libérés », détaille Guillaume

Landry, directeur du service d'aide aux étrangers retenus de FTDA. 36 ressortissants albanais seraient encore retenus à Coquelles à ce jour.

L'autre évolution se concentre sur les interpellations à l'issue de sauvetages de *small boats* en mer, poursuit-il. *« On constate qu'il y en a plus qu'avant pour les Albanais. Une fois en CRA, leur éloignement est plus rapide, grâce à des vols réguliers et aux laissez-passer consulaires délivrés par l'Albanie. Ils acceptent aussi plus facilement d'être éloignés, ce qui nous interroge sur l'usage de la rétention, qui doit intervenir lorsqu'il n'existe pas de moyens moins coercitifs pour organiser l'éloignement. »*



Anna et Amélie, co-coordinatrices de l'association Utopia 56 à Grande-Synthe. © Nejma Brahim / Mediapart.

« *Les Albanais sont davantage contrôlés et expulsés* », confirment les coordinatrices d'Utopia 56. Au cours des derniers mois, l'association a dû s'adapter à ce nouveau public, qui lui rappelle celui des Vietnamiens, arrivés en 2021. « *Il y a la barrière de la langue, la difficulté de les aborder, en particulier les femmes, et ce réflexe chez eux de dire "tout va bien" lorsqu'on veut les aider...* »

Comme pour les Vietnamiens, Utopia 56 a revu sa façon de travailler sur le terrain. « *Ça nous a poussés à repenser la manière dont on crée un lien de confiance avec les gens.* » Les coordinatrices ont fait traduire leur document de prévention en albanais, distribué aux exilé·es sur le littoral aux abords des lieux de passage.

Dans les vidéos TikTok, le passage est présenté comme étant facile et rapide, mais il faut entendre la détresse des gens qui nous appellent.

Anna, coordinatrice d'Utopia 56 à Grande-Synthe

Toutes deux se disent sidérées par l'ampleur des réseaux sociaux dans ce phénomène. « *C'est effrayant car ils cachent la réalité. Beaucoup d'Albanais tombent des nues quand ils se retrouvent dans la jungle. On a vu des familles arriver avec des valises et des vêtements de ville pour découvrir, avec la localisation qu'ils avaient reçue, qu'ils devaient vivre sur le camp dans la forêt* », souligne Amélie.

Et Anna d'ajouter : « *Dans les vidéos TikTok, le passage est présenté comme étant facile et rapide, mais il faut entendre la détresse des gens qui nous appellent quand ils ont une panne d'essence ou de moteur et que de l'eau s'infiltre dans leur bateau.* » Elle se souvient de deux jeunes Albanais devant partir un mois plus tôt, qui se sont rétractés à la dernière seconde en découvrant une embarcation surchargée.

Des familles parmi les candidats au départ

Restés sur le rivage, ils ont été pris en charge par des bénévoles d'Utopia 56 avant de retourner au campement. « *Ils nous ont appelés une demi-heure après, en panique, en nous disant qu'ils se sentaient en danger sur le camp et qu'ils voulaient un taxi pour aller à Dunkerque et rentrer en Albanie. Ils nous ont dit que la situation ici était horrible, loin de ce qu'on leur avait proposé à l'origine.* »

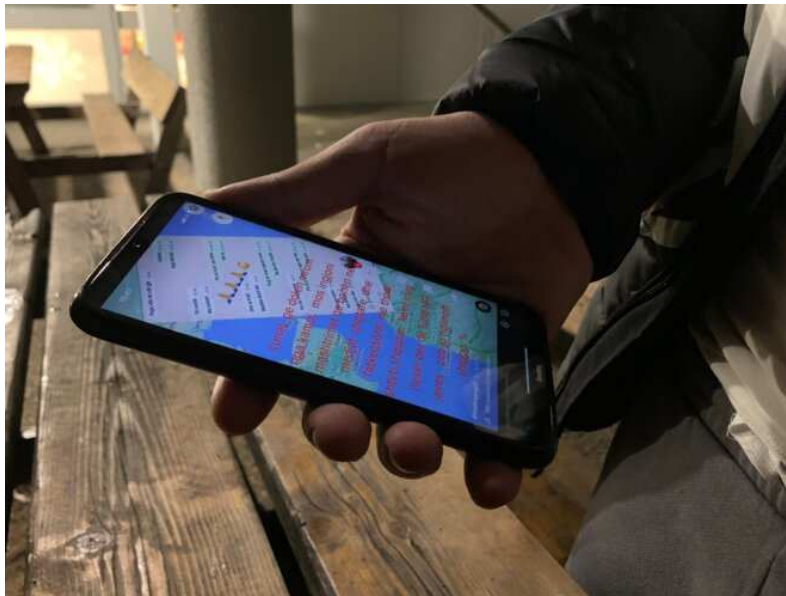
D'autres exilé·es albanais·es, souvent en famille, privilégient les hôtels première classe pour éviter d'avoir à vivre dehors. Dans un établissement du Dunquerquois, un responsable raconte le défilé permanent auquel il assiste chaque jour depuis le début d'année. « *Ça n'arrête pas. Cette nuit encore, un groupe est parti en me libérant une dizaine de chambres. Ils partent au milieu de la nuit et abandonnent leurs affaires, leurs vêtements, des poussettes et même leurs papiers.* »

Parfois, certains le réveillent la nuit pour demander un taxi après avoir reçu le fameux « *coup de fil* ». « *Mais les taxis ne se déplacent plus, parce qu'à plusieurs reprises, les Albanais étaient déjà partis à leur arrivée. Les passeurs n'attendent pas* », présume-t-il. Selon nos informations, la police aux frontières serait déjà venue effectuer des contrôles au petit matin. Elle aurait aussi récupéré un certain nombre de passeports albanais abandonnés.

Dans un hôtel du Dunkerquois, à la nuit tombée, des rires d'enfants s'échappent de deux chambres lorsque la porte s'ouvre. Tonin* et Arben* s'éclipsent pour refaire le plein de

nicotine dans le jardin. Le premier est venu d'Angleterre, où il vit depuis neuf ans après avoir passé la frontière à l'arrière d'un camion, pour aider sa sœur et ses enfants à passer. Le mari a déjà fait la traversée seul et doit préparer leur venue. « *Elle ne connaît personne ici et ne parle pas français, alors je suis venu l'aider* », confie Tonin, qui a apporté assez de cash pour payer leur trajet.

« *La migration albanaise a commencé en 1990 avec la fin du communisme. Et ça ne s'est pas arrêté depuis. Ce n'est pas bon pour le pays, car il se vide de son potentiel, mais on n'a pas d'autre choix* », soutient celui qui dénonce la corruption « *au sommet de l'État* », l'insécurité et les difficultés économiques qui broient son pays. Il se souvient s'être entendu dire, à la fin de ses études en économie, qu'il n'y avait pas de travail pour lui. « *Le maire de ma ville m'a conseillé de partir au Royaume-Uni. J'avais 24 ans.* »



Tonin, un Albanais trentenaire, a vu beaucoup de vidéos TikTok incitant les jeunes à migrer. © Nejma Brahim / Mediapart.

« *Si tu n'as pas des connaissances qui peuvent t'aider, tu as beau avoir cinq masters, tu finis au chômage. Et une personne incompétente prend ton poste* », enchaîne Arben, la vingtaine, originaire de Fushe Kruje, au centre de l'Albanie. Ce dernier a déjà tenté le passage, avec sa femme et leurs enfants, à deux reprises la semaine précédente. « *On a eu une panne d'essence, puis une panne de moteur. On a dû revenir seuls la deuxième fois.* »

Selon eux, les jeunes ont toutes leurs chances de se construire un avenir en Angleterre. « *Ceux qui veulent se faire de l'argent rapidement travaillent dans la farine et les plantes* », sourient-ils, précisant qu'il ne faut pas en faire une généralité. Autrement dit, la cocaïne et le cannabis. « *Une fois, en Angleterre, certains délinquants albanais peuvent être intégrés à des réseaux de trafics de stupéfiants, dite "culture indoor"* », confirme l'Ocriest.

Chacun a « *ses objectifs* » là-bas, influencé tantôt par la publicité des passeurs sur Instagram et TikTok, tantôt par les immigrés comme Tonin qui, désormais en règle au Royaume-Uni, rentre chaque été en Albanie avec 10 à 20 000 euros pour investir dans son pays.

Depuis Birmingham, de l'autre côté de la Manche, Ardit dit avoir vu des centaines d'Albanais et d'Albanaïses arriver en quelques jours ces derniers mois. Son propre village, en Albanie, se

serait « vidé » : « *Je suis rentré chez moi pour les vacances et tous mes amis sont partis, la plupart pour le Royaume-Uni. Ceux qui sont restés sont tentés. Ils m'ont posé plein de questions sur ma voiture, mais j'ai tenu à préciser qu'il m'avait fallu cinq ans de travail pour l'acheter.* »

À lire aussi [Trafic de migrants : « 40 % des bateaux arrivent à traverser la Manche »](#)

14 décembre 2021

[Passeurs : comment les clans du nord de la France se jouent des autorités](#)

14 décembre 2021

Il affirme lui aussi qu'une partie d'entre eux rejoignent les « *fermes à cannabis* ». « *Même s'ils se font arrêter, ils peuvent être libérés rapidement avec l'aide d'un bon avocat.* »

D'autres travaillent au noir en attendant de pouvoir régulariser leur situation, comme les familles, qui cherchent à s'établir dans la durée. Si certains demandent l'asile dès leur arrivée, surtout pour « *être libres de circuler* », ils ont très peu de chances de l'obtenir.

Fin août, le Royaume-Uni a annoncé vouloir accélérer les expulsions d'exilé·es albanais·es en situation irrégulière. La ministre de l'intérieur britannique Priti Patel a d'ailleurs signé un accord en ce sens avec l'Albanie. « *Un grand nombre d'Albanais se font vendre des mensonges par des passeurs impitoyables et des gangs du crime organisé, qui les poussent à faire des voyages à bord d'embarcations fragiles vers le Royaume-Uni, a-t-elle déclaré, pointant un « abus de [leur] système d'immigration* ».

Entre 2021 et mars 2022, 20 % des Albanaises et Albanais placés en centre de détention pour étrangers au Royaume-Uni étaient expulsés. L'Albanie arrivait en tête des nationalités les plus concernées par des procédures d'éloignement, derrière la Roumanie et la Pologne. Un chiffre qui pourrait connaître une forte hausse d'ici à la fin de l'année.

[Nejma Brahimi](#)